

OCTOBRE

RAPPORT D'ANALYSE DE CONFLIT - ZEMIO

PROJET RELSUDE

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Ce rapport s'inscrit dans le projet RELSUDE, pour lequel Concordis a été demandé d'effectuer l'analyse des conflits et de la compréhension des perceptions des communautés afin d'informer les activités des partenaires du consortium et de les ancrer dans les diverses réalités de 11 villes ciblées au sud-est de la République centrafricaine.

Dans le contexte de la crise de 2013, la coalition Séléka est arrivée à Zemio la même année. Les communautés locales n'ont pas réagi instantanément de façon armée. Néanmoins en 2014, des éléments des FACA largement dissoutes ont formé des membres des communautés dans les environs de la ville, notamment à Bahr, en Anti-Balaka. Leurs attaques en 2014 et 2017 ont été repoussées par les Séléka et leurs successeurs l'UPC. Ces affrontements étaient accompagnés d'un discours sectaire de la part des Anti-Balaka. Dès lors, les relations entre les communautés musulmanes et chrétiennes se sont dégradées. Les hostilités ont persisté jusqu'en octobre 2017, jusqu'à ce que des dialogues entre groupes armés soient menés par des organisations de la société civile grâce à une facilitation de la MINUSCA, aboutissant à un accord en février 2018.

Ces affrontements ont entraîné de nombreux déplacements de population, principalement traversant la rivière vers la République Démocratique du Congo. À ce jour, une partie des réfugiés se trouvent toujours en RDC, et la mise en place de conditions favorables à leur retour et leur réinstallation est plébiscitée.

Ces événements ont également mené à l'effondrement de l'environnement économique et social de Zemio. Les habitants soulignent à quel point ces deux éléments sont intrinsèquement liés : vivre en paix est un prérequis pour l'amélioration de l'économie locale, et réciproquement, une meilleure économie locale constitue une base fondamentale pour éviter la reprise des hostilités.

Suite aux affrontements et la communication qui l'accompagnait, un climat de méfiance s'est installé à Zemio, où les communautés musulmanes et l'UPC soupçonnaient les membres des communautés chrétiennes d'être en connivence avec les Anti-Balaka, tandis que les communautés chrétiennes soupçonnaient leurs riverains musulmans, et en particulier ceux du groupe ethnique peuhl, de soutenir l'UPC.

Depuis l'accord de février 2018, le travail des organisations de la société civile (OSC), et particulièrement le Comité Sous-Préfectoral de la Jeunesse (CSPJ), le Comité Local de Paix et Réconciliation (CLPR) la plateforme religieuse et l'Organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA), a permis un retour à et un maintien d'une paix relative, malgré les tensions communautaires. Aujourd'hui, une partie de la population partage le même ressenti : les belligérants viendraient de l'extérieur – même les Anti-Balaka viennent de Bangassou – et le conflit serait donc imposé par des forces externes à Zemio. Néanmoins, le caractère complexe et divers de ces relations intercommunautaires demeure et un certain niveau de méfiance est toujours d'actualité. Dans leurs messages, les répondants semblent reconnaître les besoins et aspirations des membres des autres communautés, laissant espérer une base féconde pour un approfondissement des relations.

D'autre part, les répondants ont effectivement signalé pendant la consultation que leur situation économique constituait une nécessité de premier plan. Les populations se trouvent dans une extrême précarité, ayant subi de lourdes pertes dues aux multiples violences et aux déplacements causés. Dès lors, la santé économique de Zemio constitue un enjeu de taille. Pour les répondants, vivre en paix est aussi important que de se trouver dans de bonnes conditions économiques. À cet égard, être en mesure de subvenir aux besoins de leurs familles et de circuler librement sont des éléments essentiels.

Les groupes armés ont produit un impact doublement négatif sur Zemio, responsables à la fois de l'insécurité et d'entraver la réhabilitation de l'économie locale. Bien qu'il existe une amélioration de la situation sécuritaire et une diminution des exactions des groupes armés, les activités restantes de ces derniers – les taxes, l'insécurité sur les axes et dans les environs de la ville, les vols et certaines amendes imposées – continuent de produire des conséquences néfastes sur l'économie locale. En outre, celle-ci est étouffée par des routes délabrées et des relations difficiles avec une partie de la population de Bangassou, si hostiles qu'elles amènent à un évitement de cette ville.

Aujourd'hui, les Anti-Balaka et les LRA ont cessé leurs hostilités à Zemio. Cependant, ces groupes armés hantent toujours les esprits des habitants et la présence continue de certains font persister les difficultés économiques précitées.

Malgré le positionnement de l'UPC et ses velléités à remplacer les forces de sécurité étatiques, le groupe n'est pas considéré comme un acteur légitime dans la gestion de la sécurité. En l'occurrence, les FACA ont davantage la confiance des habitants pour assurer la sécurité, même si la moitié des répondants issus des communautés musulmanes admettent n'avoir confiance en personne.

De plus, de nombreux répondants parlent de l'existence d'un appui en faveur d'un groupe armé au sein de leur communauté. Quant aux raisons principales pour rejoindre ces groupes, celles liées notamment aux difficultés économiques, persistent.

Concernant les femmes, elles sont à la fois victimes et actrices dans le conflit. Les femmes de Zemio ont démontré leur leadership dans l'apaisement des tensions en 2017 et se sont positionnées comme actrices de la paix reconnues dans la ville. À cet égard, les

OFCA sont souvent citées pour leur action en faveur de la résolution de conflit. D'autre part, les menaces de violences sexuelles et physiques perpétrées par les groupes armés sur ces femmes sont préoccupantes, et elles admettent également craindre la violence des hommes de leurs communautés et des autres communautés.

En cas de conflit interpersonnel, la moitié des habitants se tournent vers les chefs de quartier, qui sont eux-mêmes, possiblement, assistés par des leaders religieux. En cas de conflit intercommunautaire, les habitants se dirigent vers les organisations de la société civile pour l'arbitrage, la médiation et d'autres types de résolution de ces conflits. À cet égard, le CLPR est particulièrement plébiscité par les répondants des communautés chrétiennes, puis l'OFCA est également sollicitée outre mesure. Cependant, les organisations de la société civile ne sont pas considérées comme des interlocuteurs de premier plan pour les répondants des membres de la communauté musulmane. Dans un tel contexte, Concordis note donc un besoin persistant d'un renforcement des capacités techniques pour ces organisations afin de permettre aux membres de la communauté musulmane de leur faire appel.

Les habitants évoquent la nécessité d'inclure davantage les femmes dans la médiation des conflits, ainsi que les jeunes. Les principaux acteurs et organisations sont détaillés dans ce rapport.

Cette consultation a permis d'identifier plusieurs éléments prioritaires pour conseiller et apporter un appui à Zemio. Les urgences proposées par les habitants sont les suivantes :

- Soutenir la **relance économique**, la principale préoccupation des habitants de Zemio
 - Favoriser la mise en place de **formations professionnelles**, notamment dans le secteur agricole, et réinstaurer l'éducation pour les enfants ;
 - Favoriser la **création d'emplois**, via le soutien du gouvernement et des acteurs économiques dans l'agriculture, l'élevage et les activités génératrices de revenus ; ainsi que la mise en place de processus de recrutement plus transparent pour lutter contre le népotisme ;
 - **Désenclaver la localité** pour lutter contre les problèmes économiques et sécuritaires, tout en améliorant les infrastructures routières et les relations avec les communautés de Bangassou ;
- Améliorer la **situation sécuritaire**
 - Désarmer les groupes armés, suspendre les barrages routiers et accompagner les membres des groupes armés dans leur réinsertion professionnelle ;
 - Rétablir l'autorité de l'État, particulièrement en permettant le retour des Forces de Sécurité Intérieure (FSI) et des FACA, grâce à un renforcement matériel et financier ainsi que des institutions étatiques, notamment judiciaires ;
- Soutenir un approfondissement des **relations intercommunautaires**
 - Mener des **médiations, des dialogues et des activités de sensibilisation** des communautés locales à la diversité, au pardon, et à la tolérance pour favoriser la cohésion sociale ;
 - Permettre la **participation des jeunes** au sein des processus de consolidation de la paix ;
 - Fournir un **soutien technique aux organisations de société civile**, et renforcer leurs capacités ;
- Préparer et sensibiliser les populations locales au **retour des populations déplacées**, et ce, à travers un soutien de l'État en matière de relance économique, de constructions d'abris et de logements adéquats.

Pendant les formations effectuées pour les membres de la société civile et du CLPR à Zemio, un plan d'action a été élaboré pour favoriser la résilience des habitants et la cohésion sociale. Ce plan d'action et un rapport de la formation sont attachés au présent rapport.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|----|
| Résumé exécutif | 2 |
| Table des matières | 4 |
| Abréviations | 5 |
| Introduction | 6 |
| Analyse de conflit pour Oxfam & Relsude | 6 |
| Méthodologie | 6 |
| Zemio | 6 |
| Situation politique, ordre public et sécurité | 9 |
| Histoire des tensions à Zemio | 9 |
| Situation actuelle | 10 |
| Femmes | 11 |
| Acteurs dans les conflits | 11 |
| Identités, groupes armés et cohésion sociale | 13 |
| Relations avec les groupes armés | 14 |
| Réfugiés – déplacés | 14 |
| Economie | 16 |
| Impact des groupes armés | 17 |
| Enclavement de Zemio | 17 |
| Perte de résilience | 17 |
| Échanges intercommunautaires | 17 |
| Initiatives locales & endogènes à la résolution de conflit | 18 |
| Femmes | 20 |
| Acteurs dans la gestion des conflits, la réconciliation et la consolidation de la paix | 20 |
| Conseil Sous-préfectoral de la jeunesse (CSPJ) | 21 |
| Comité local de Paix et de Réconciliation (CLPR) | 21 |
| La plateforme religieuse | 22 |
| Organisation des femmes centrafricaines (OFCA) | 23 |
| Recommandations | 24 |
| Relance économique | 24 |
| Libre circulation | 25 |
| Sécurité | 25 |
| Cohésion sociale | 25 |
| Retournés et déplacés | 26 |
| Annexes | 27 |

ABRÉVIATIONS

CLPR - Comités Locaux de Paix et de Réconciliation

CSPJ - Conseil Sous-Préfectoral de la Jeunesse

DDR - Désarmement, Démobilisation et Réintégration

FACA - Forces Armées Centrafricaines (Central African Armed Forces)

LRA – Lords Resistance Army

MINUSCA - Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique

OFCA - L'Organisation des Femmes Centrafricaines

ONG - Organisations non-gouvernementales

OSC – Organisation de société civile

PRL – Plan de Relèvement Local

RDC – République Démocratique du Congo

UPC - Unité pour la paix en Centrafrique

INTRODUCTION

ANALYSE DE CONFLIT POUR OXFAM & RELSUDE

Le projet RELSUDE réunit six ONGI (Oxfam, Concern, Coopï, Agora et Free Press Unlimited sous l'égide d'ACTED) afin d'œuvrer en faveur du relèvement socio-économique et de la réconciliation dans la zone du sud-est de la République centrafricaine. Dans ce cadre, Oxfam a contracté Concordis International pour effectuer des consultations portant sur l'analyse de conflits et la compréhension des perceptions des communautés et les acteurs locaux afin d'informer les activités des partenaires et de les ancrer dans les situations diverses des différentes villes ciblées.

Concordis mène ses consultations dans 11 villes du sud-est, à savoir Bria, Ouango, Zemio, Mobaye, Obo, Kouango, Gambo, Alindao, Kembe, Bakala et Satema. Dans chaque ville, la même méthodologie est appliquée afin de comprendre les réalités spécifiques des relations entre communautés (ethniques, religieuses ou autre). Ces réalités dépendent des conceptions des répondants eux-mêmes, de leurs expériences des conflits et de leurs perceptions des différents acteurs qui influent sur leur quotidien. L'objectif est de comprendre les perceptions, les expériences, et les besoins en matière de sécurité des communautés, ainsi que leurs relations avec les instances de sécurité – avec une attention spécifique pour les voix des femmes et des jeunes.

L'étude servira de base pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans de solidarité communautaire par les OSC et Comités Locaux de Paix et de Réconciliation (CLPR) des 11 localités analysées avec l'appui des membres du consortium. Afin de préparer cette prochaine étape, Concordis organise une formation pour ces acteurs sur la collecte de données et l'élaboration des plans d'action pour la solidarité intercommunautaire. Pour ces derniers, un plan d'action est élaboré de façon collaborative pour chaque localité avec les participants de la formation.

MÉTHODOLOGIE

Ces consultations visent à donner la parole aux communautés souvent mises à l'écart dans le processus d'analyse de conflit. De ce fait, une attention particulière est portée aux femmes et à la jeunesse, avec la conscience que les besoins distincts de chaque groupe nécessitent une approche distincte.

Concordis International adopte une méthodologie d'analyse rigoureuse, s'efforçant à valoriser les propos des interlocuteurs interrogés sans biais ni inductions. Ce rapport aborde les causes structurelles du conflit, les initiatives locales et endogènes à la résolution du conflit et des recommandations faites par les répondants.

L'analyse qualitative repose sur des groupes de discussion avec des segments de population ciblés ainsi que des entretiens individuels semi-directifs avec des acteurs clés de la localité et/ou des conflits. Afin d'assurer l'inclusion des diverses communautés susmentionnées, l'accent a été mis sur les groupes ou associations de femmes, de jeunes, de certains corps de métiers, entre autres.

Les entretiens individuels permettent d'approfondir les questions qui n'ont pu être davantage détaillées en groupe pour des raisons sociales ; mais aussi pour identifier des perceptions partagées entre les membres proéminents des communautés voire des groupes armés et les communautés elles-mêmes.

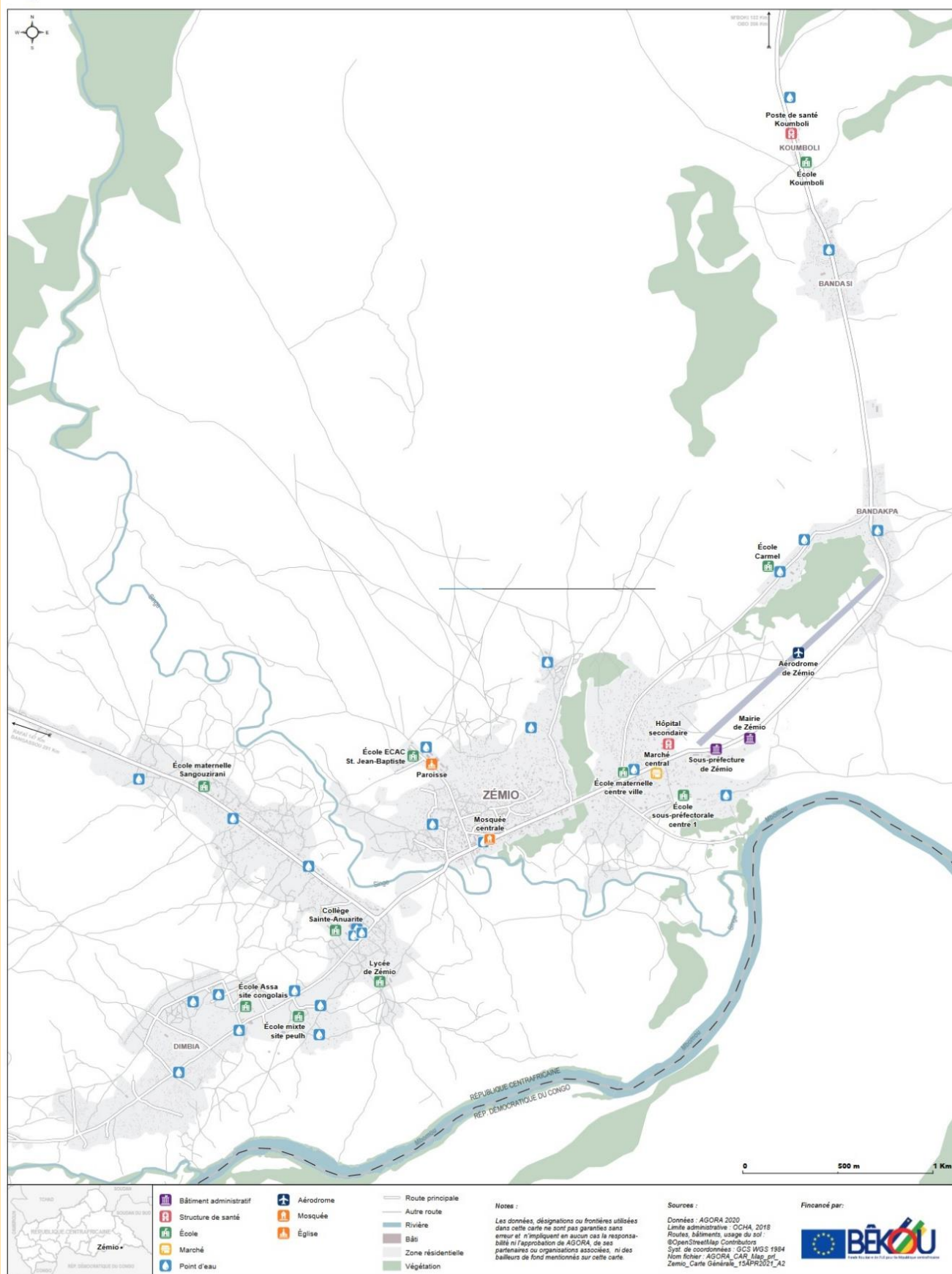
Une explication complète de la méthodologie se trouve en annexe.

ZEMIO

Le chef-lieu de la sous-préfecture de Zemio dans la préfecture du Haut-Mbomou, Zemio se situe sur la rivière Mbomou, frontière avec la République Démocratique du Congo. Des axes routiers connectent la localité à Obo à l'est, à Ndjema au nord et à Rafai et Bangassou à l'ouest.

La commune de Zémio compterait aujourd'hui entre 30 000 et 50 000 habitants, auxquels pourrait s'ajouter une partie toujours réfugiée en République Démocratique du Congo¹. Des communautés chrétiennes – catholiques, protestantes et de la mission du Saint-Esprit par la prophétie (voir p13) – et musulmanes y résident. Parmi eux, il y a une grande diversité ethnique comprenant (des sous-groupes) des Zandé, Banda, Runga, Gulas, Peulhs et Arabes.

¹ AGORA, 2021, 'Plan de Relèvement Local de Zemio', lien : https://www.impact-repository.org/document/impact/b2bcd754/AGORA_CAR_PlanRelevementLocal_Zemio_mai2021.pdf, consulté le 21/10/21



Carte du centre-ville de Zémio (Agora – Diagnostic territorial 2020)²

SITUATION POLITIQUE, ORDRE PUBLIQUE ET SÉCURITÉ

HISTOIRE DES TENSIONS À ZEMIO

Les habitants de Zemio se souviennent d'une période de cohésion sociale antérieure à l'arrivée des groupes armés dans leur localité. Depuis leur installation, les exactions et la communication au caractère clivant ont endommagé les relations intercommunautaires.

Leur présence a commencé plus tôt au Haut-Mbomou que dans d'autres zones du pays, avec l'arrivée du groupe Armée de la Résistance du Seigneur (*Lords Resistance Army*, LRA). Leur présence parfois mystérieuse mettait d'ores et déjà une pression sur la cohabitation entre les communautés, potentiellement indiquant une intégration incomplète à ce moment déjà³.

Plusieurs répondants ont expliqué l'évolution depuis les événements de 2013, depuis l'arrivée de la coalition à Zemio, en plusieurs « attaques. »

En mai 2014, des Anti-Balaka du village de Bar à 45km de Zemio, formés par des éléments des FACA désintégrées, ont attaqué la ville, tout en motivant les communautés chrétiennes à attaquer les communautés musulmanes.

Quelques années plus tard, le 28 juin 2017, les successeurs des Séléka, l'UPC, ont repoussé une autre attaque des Anti-Balaka. Cette attaque aurait occasionné une rupture des relations entre les communautés chrétiennes et musulmanes de la zone pendant plusieurs mois et dont les traces demeurent aujourd'hui. Pendant cette période, la libre circulation était impossible.

Mi-octobre 2017, les organisations de la société civile ont mené des dialogues entre les groupes armés grâce à une facilitation de la MINUSCA. Un accord le 16 octobre a été trouvé pour un retour de la libre-circulation. Un dialogue a été par la suite instauré pour aboutir à un accord le 10 février 2018.

Plusieurs groupes de discussion ont rendu compte de la normalisation de la vie quotidienne au centre-ville de Zemio depuis cet accord. Dès lors, les organisations de la société civile, notamment le CLPR et la plateforme religieuse, se sont positionnées pour gérer les conflits intercommunautaires – là où, auparavant les groupes armés s'en occupaient. Les autorités locales ont profité de cette amélioration de la situation pour reprendre leurs activités.

² 'Agora, Carte du centre-ville de Zemio - Diagnostic territorial, 2020, https://www.impact-repository.org/document/impact/00824df3/AGORA_CAR_Map_prl_Zemio_Carte-generale_15APR2021_A2.pdf, consulté le 21/10/21'

³ Les répondants mentionnent que les communautés s'accusaient mutuellement en cas d'exaction en absence de preuves directes de leurs auteurs.

Fin octobre 2018, une nouvelle attaque s'est produite à 20km de Zemio, puis une semaine plus tard à Banangui, à 55km. Ce dernier village a été pris en otage par les Anti-Balaka pendant plusieurs jours avant d'être repris par les UPC. Des exactions graves commises par les Anti-Balaka, surtout en termes de violence basée sur le genre, ont été mentionnées.

À ce jour, les deux groupes armés hors de la ville ont cessé les exactions violentes contre la population. La dernière attaque des Anti-Balaka aurait eu lieu en 2019 pendant que la LRA aurait cessé l'année passée.

SITUATION ACTUELLE

La ville de Zemio demeure sous le contrôle des UPC à ce jour. Les forces de sécurité intérieure (FACA, Gendarmes, Policiers) n'y sont, par conséquent, pas déployées. En termes d'autorité, le leadership de la ville de Zemio est assuré par un sous-préfet qui est le représentant de l'Etat central dans la zone. On note aussi la présence du maire et des autorités locales traditionnelles (notamment les chefs de quartiers et de groupe). A l'exception d'un chef de service du secteur scolaire, tous les autres services administratifs de l'Etat ne sont pas fonctionnels.

Pour maintenir une stabilité dans la ville, la MINUSCA, le sous-préfet, l'UPC, les organisations de la société civile et les ONG se réunissent chaque mercredi pour discuter de la situation sécuritaire.

Un sentiment est partagé par une partie de la population de Zemio selon lequel les conflits des dernières années tirent leur origine de l'extérieur. Les habitants voient l'UPC comme des occupants venus d'ailleurs. De plus, les Anti-Balaka qui ont attaqué la ville ne viendraient pas de Zemio, dans la plupart des cas. De plus, finalement, la LRA est venue de l'Ouganda. En outre, des membres de la communauté chrétienne qui voyagent à Bangassou subissent souvent des moqueries des jeunes locaux car ils vivraient sous le joug « des musulmans ». Pour certains, cela suffit pour traiter les habitants de Zemio de traître – ce qui mène certains à éviter la ville de Bangassou par peur pour leur sécurité.

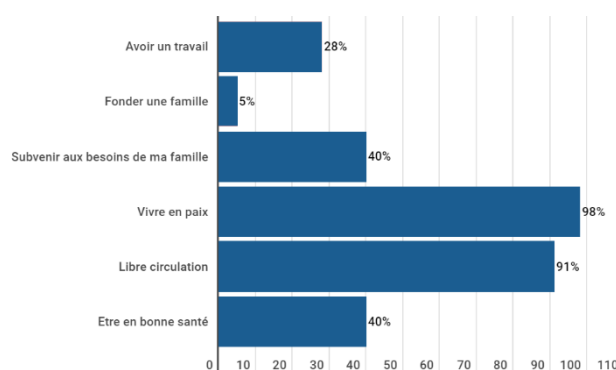
La libre circulation est entravée par des hommes armés dans les alentours de la ville, les taxes imposées aux barrières et le mauvais état des routes.

Plusieurs répondants ont précisé que les conflits ont ruiné leurs communautés, qu'ils continuent à souffrir des effets de leurs déplacements, du manque de moyens de subsistance et de l'insécurité.

La quasi-totalité des enquêtés ont affirmé que ce qui compte le plus dans leur vie est de vivre en paix aussi bien que de relancer l'économie pour leur subsistance. Ces deux catégories de réponses sont inextricablement liées pour les répondants. En effet, la sécurité physique est nécessaire pour la survie économique et un manque d'opportunités économiques, à son tour, mène à une dégradation du climat sécuritaire. C'est un cycle que les habitants de Zemio connaissent malheureusement très bien, dans la mesure où 98% des enquêtés disent que le manque d'activités économiques et un coût de vie élevé sont les effets principaux de l'insécurité, et 91% mentionnent la rareté des produits de première nécessité.

Seulement un tiers considère vivre en paix actuellement, un chiffre qui fluctue d'un groupe à un autre : parmi les répondants peuhls, 63% disent vivre en paix, parmi les autres musulmans, il s'agit de 45%.

Plus concrètement, 60% des répondants admettent que la situation sécuritaire est mauvaise et tous – y compris ceux qui trouvent que la situation est bonne – nomment les groupes armés comme étant responsables de l'insécurité. Les femmes et les chrétiens semblent avoir nettement plus peur de subir les exactions que les hommes et les musulmans. 90% des chrétiens parmi eux craignent l'UPC, contre seulement 50% des musulmans – dont les autres 50% ont plutôt peur des Anti-Balaka.

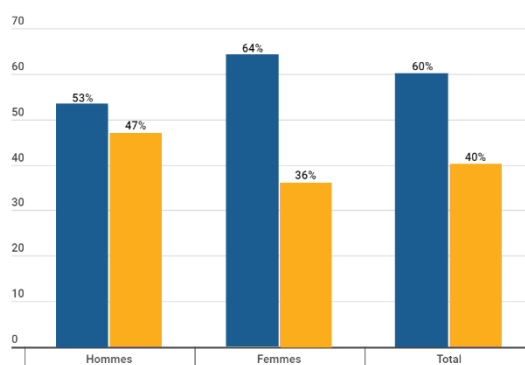


'Qu'est-ce qui est important pour vous dans la vie ?'(n=43)

Une grande majorité des personnes ayant affirmé avoir été victimes d'abus dans le passé indiquent n'avoir eu personne à qui s'adresser pour obtenir un soutien. Ceci est souligné par les réponses fragmentées aux questions des intermédiaires privilégiés en cas de conflits : il n'y a pas d'instance ou de personne centralisée vers qui les habitants peuvent se tourner en cas de besoin.

Finalement, il y a un consensus sur la situation sécuritaire. Celle-ci mène à une économie dilapidée. En outre, trois quarts des hommes et une bonne moitié des femmes disent avoir peur pour la sécurité de leur famille. Parmi les musulmans, 63% ont cette même peur de perdre la vie, contre seulement 38% des chrétiens.

Pour conclure, une image de dysfonctionnement se dessine à Zemio pour tous ses habitants. Les membres des communautés chrétiennes vivent sous un environnement qu'ils considèrent comme hostile. Si les communautés musulmanes, et surtout peuhls sont moins promptes à se qualifier comme étant en situation de risque, elles sont également soumises à des exactions des UPC et sont limitées dans leurs mouvements par les Anti-Balaka.



'Comment estimez-vous votre sécurité aujourd'hui ?'
(n=43)

FEMMES

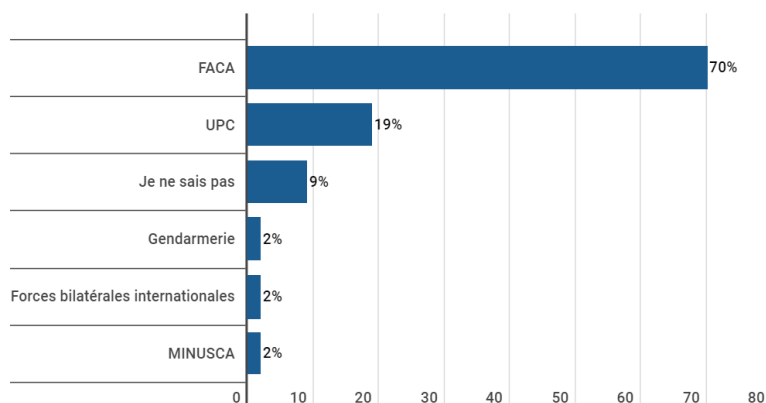
Les femmes sont communément admises comme étant à la fois victimes qu'actrices pour la paix à Zemio. Cette dernière position est expliquée outre mesure dans le chapitre sur les initiatives à la résolution de conflit.

À Zemio, plus que dans d'autres localités, les femmes répondantes ont clairement exprimé une préoccupation au sujet de leur place dans la société. Plus que dans d'autres villes, elles dénoncent une marginalisation des femmes dans la société, 86% parmi elles indiquent par ailleurs que leurs droits ne sont pas respectés, tandis que la totalité des répondantes affirment craindre de subir des agressions sexuelles et des violences physiques. Ceci semble basé sur des histoires d'une telle violence dans la zone plus que sur les expériences personnelles car très peu affirment connaître quelqu'un qui a été victime dans le passé.

Lorsqu'on demande aux femmes qui sont les personnes qui constituent une plus grande menace, les membres des groupes armés sont le plus souvent mentionnés. Plus de la moitié indique aussi que les hommes d'autres communautés aussi bien que les hommes de leur propre communauté constituent des menaces et sont susceptibles de les agresser. Notons que les femmes musulmanes craignent moins les groupes armés et les hommes de leur propre communauté.

Plusieurs répondants ont aussi parlé des horreurs commises par la LRA sur les femmes et les jeunes. Ce groupe armé ne serait plus actif dans la zone mais il continue à habiter les esprits des habitants.

ACTEURS DANS LES CONFLITS



Parmi les répondants, 70% ont indiqué qu'ils se fient aux FACA pour assurer leur sécurité, un nombre significatif mais nettement moins fort que dans d'autres villes. En outre, 19% des répondants, parmi lesquels autant de chrétiens que de musulmans, mentionnent les UPC. En revanche, les musulmans sont moins prompts à mentionner les FACA (58%) et ils indiquent plus régulièrement qu'ils n'ont confiance en personne. Ceci est souligné par le message d'un Ardo⁴ qui se plaignait que sa communauté est considérée comme étant de connivence avec l'UPC tout en se faisant également prédaté par ces derniers.

⁴ Chef traditionnel peulh

Tous les répondants désignent les groupes armés comme étant la raison de l'insécurité persistante. L'UPC est tenue responsable par tous les répondants chrétiens et trois quarts des répondants musulmans. Les Anti-Balaka sont aussi tenus pour responsables par 58% des enquêtés musulmans et 29% des chrétiens. Selon les répondants, leurs raisons pour causer l'insécurité sont surtout liées à la protection de leurs communautés respectives et aux conflits intercommunautaires.

Les combattants de l'UPC semblent se trouver dans la position de gérer, de fait, la ville et ils se présentent comme remplaçants de l'État centrafricain, y compris en levant les taxes et assumant les responsabilités qui incombent normalement aux forces de l'ordre. Bien que des exactions soient dénoncées par toutes les strates de la société, les habitants n'ont pas d'autres choix que d'accepter leur

'En quel acteur avez-vous confiance pour garantir votre sécurité ?' (n=43)

présence. En revanche, plusieurs répondants ont fait comprendre que le nombre et l'intensité des exactions des personnes affiliées à l'UPC a diminué sensiblement. De plus, les réponses de certains

membres proéminents de la communauté musulmane révèlent un soutien pour ce groupe armé.

Les Anti-Balaka, de leur côté, auraient arrêté leurs exactions depuis 2019 sans avoir pris part dans un processus de DDR. Néanmoins, que ce soit par peur de relance ou par souvenir du passé, ils continuent à hanter les esprits des habitants de Zemio qui les citent toujours comme étant responsables de l'insécurité.

Quant à la LRA, ce groupe n'est désormais ni offensif ni influent dans la zone. Leur dernière exaction semble dater de 2020. Cependant, les cicatrices de leurs activités restent profondes à cause des dommages personnels qu'ils ont causés.

La MINUSCA a une réputation mitigée à Zemio. D'une part, leur soutien et leur activité dans les médiations et les sensibilisations entreprises entre octobre 2017 et février 2018 sont remarqués, ces médiations ayant été suivies par la fin des hostilités entre l'UPC et les Anti-Balaka. D'autre part, ils « brillent aussi par une certaine passivité » selon certains. Notamment, la lenteur de leur réactivité en cas d'urgence est déplorée. Aujourd'hui, certains évoquent également le manque d'impartialité par le simple fait que le contingent marocain pratique la même religion que les combattants de l'UPC ce qui implique un besoin de travailler sur leur image.

IDENTITÉS, GROUPES ARMÉS ET COHÉSION SOCIALE

NZAPA ZANDÉ - MSEP

Aussi connu comme la Mission du Saint Esprit par la Prophétie (MSEP), Nzapa Zandé a été fondé par Awa Marie dans la sous-préfecture de Zemio. Il s'agit d'une version du christianisme, pratiqué par une partie de la communauté zande qui semble le combiner avec des éléments culturels et religieux précoloniaux. Un tiers des répondants zandes de la consultation se sont identifiés comme croyants de cette foi.

La présence des groupes armés a eu un effet profond sur les relations entre les différentes communautés de Zemio. Les organisations de la société civile ont pu apaiser la situation – il y a un certain niveau de tolérance et des échanges économiques – mais des fissures persistent.

Lorsqu'on demande la composition communautaire de la ville de Zemio, les répondants indiquent souvent les communautés religieuses. Il est à noter que la communauté peuhle est souvent considérée à part, en dehors des autres groupes musulmans. Les relations intercommunautaires se sont améliorées nettement depuis les accords de février 2018. Cependant, il y a un besoin d'approfondissement et d'une (re)construction de la confiance entre les communautés.

Dans de nombreux cas, les questions liées à l'identité faisaient surgir des réponses renvoyant l'autre à un semblable, avec des besoins et des aspirations tout aussi valables. Il semble exister, pour ainsi dire, une compréhension des membres des autres communautés, non pas comme un adversaire mais comme d'autres êtres humains, comme eux. Ainsi, une ambition est souvent exprimée d'atteindre un meilleur vivre ensemble, comme par des femmes en groupe de discussion dans le quartier Bodjokpo :

[...] LA PAIX, LA LIBRE CIRCULATION, LE VIVRE ENSEMBLE SONT DES CHOSES AUXQUELLES ELLES ASPIRENT. AINSI, POUR Y ARRIVER, IL FAUT QUE TOUT UN CHACUN PUISSENT PRENDRE CONSCIENCE QUE NOUS, QUELQUES SOIT NOS DIFFÉRENTES CROYANCES, SOMMES TOUS FILLES ET FILS DE LA VILLE DE ZEMIO ET QUE NOUS DEVONS, MAINS DANS LA MAIN, UNIR NOS CAPACITÉS TANT INTELLECTUELLES QUE PHYSIQUES POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA LOCALITÉ.

Néanmoins, cela n'empêche pas les mêmes répondants de faire l'amalgame entre musulmans et membres de l'UPC ou entre chrétiens et les Anti-Balaka, ainsi que d'exprimer le besoin d'un dialogue intercommunautaire au regard de la persistance d'un climat de méfiance marqué par « la haine, les dents gardées et l'esprit de vengeance⁵. »

⁵ Focus Groupe 4 avec 15 personnes de la jeunesse du quartier Koumboli 2, tenu à Zémio –Paule Debato fac. Paule Debato –12/08/21

Surtout parmi les personnes proéminentes de la ville, il y a celles qui soulignent l'amélioration des relations intercommunautaires tandis que d'autres, soutenues par plusieurs groupes de discussion, insistent sur la précarité de situation et le nécessaire approfondissement de ces relations.

Lors des enquêtes dans les différentes communautés de Zemio, 79% des répondants incluent leur groupe ethnique parmi les éléments définissant leur identité – dont 54% l'indiquent comme le plus important. Les chrétiens enquêtés se définissent tout d'abord par l'appartenance ethnique (87%) et ensuite par leur nationalité (53%), un contraste avec les participants musulmans qui se définissent plus principalement par leur religion (77%) puis leur groupe ethnique (69%). En termes d'aspect le plus important, 46% des musulmans se définissent par leur groupe ethnique contre 60% des chrétiens.

Les enquêtés déclarent avoir des relations complexes avec les personnes de l'autre groupe confessionnel. La moitié des hommes, des femmes de moins de 25 ans et des musulmans disent avoir des relations hostiles avec certains. À ce titre, seulement un tiers des répondants chrétiens dit la même chose, mais ils disent quasiment tous (91%) en même temps également entretenir des relations amicales avec certains membres d'autres communautés. Il n'y a donc pas une division absolue.

Un espoir pour une amélioration des relations se révèle. Un tiers des répondants seulement atteste avoir participé à des événements de l'autre communauté. Les hommes et les musulmans disent avoir eu davantage d'interactions de ce type que les femmes et les chrétiens respectivement. Cependant, tout le monde accepterait une invitation hypothétique à un tel événement.

RELATIONS AVEC LES GROUPES ARMÉS

La vie publique est, pour une bonne partie, gérée par l'UPC à Zemio. Les membres de ce groupe s'occupent de la gestion des conflits, tels que les accidents de la route ou liés à la transhumance. Ils imposent des taxes aux barrières et à la rivière ou d'après une partie des habitants, ils rackettent la population. Ils participent également aux réunions hebdomadaires avec les ONG et les autorités locales.

Plusieurs répondants ont indiqué une diminution des exactions. Les membres qui en commettent sont maintenant punis et le recrutement de personnes excessivement jeunes pour rejoindre leurs rangs aurait cessé. Certains répondants s'expriment même ouvertement en faveur de l'UPC. Cependant, bien d'autres parlent des inconvénients de leur présence, surtout en termes économiques comme expliqué dans le chapitre prochain et en termes d'insécurité car ils sont toujours considérés d'en être responsables par 88% des enquêtés.

Les Anti-Balaka, d'autre part, semblent avoir cessé leurs activités armées mais ils demeurent dans les esprits des répondants, comme expliqué dans le chapitre précédent.

Contrairement à d'autres localités, les habitants de Zemio sont étonnamment francs au sujet de leurs relations avec les groupes armés. 63% des enquêtés disent que certains de leur communauté soutiennent des groupes armés. Parmi eux, la proportion est égale pour les musulmans comme pour les chrétiens, hommes comme femmes. Les enquêtés peulhs (n = 8) sont moins prompts à le reconnaître. Enfin, plus l'âge des répondants est avancé, plus ils ont tendance à reconnaître qu'il existe un tel soutien pour les groupes armés.

Une proportion relativement élevée des répondants, comparée à d'autres localités, indique que la communauté peuhle constitue les principales recrues. Il s'agit de 37%, pendant que 66% mentionnent les jeunes. Dans d'autres localités, la réponse est généralement bien plus orientée vers les jeunes hommes.

Quand on leur demande quelles sont les raisons de rejoindre les groupes armés, les raisons clés évoquées sont économiques : manque d'emploi (91%) et la pauvreté (88%). La sécurité de ses biens et de sa famille n'est mentionnée que dans la moitié des cas. Plus précisément, plusieurs membres proéminents de la société à Zemio ont souligné l'absence de liberté d'action et le chômage comme freins aux opportunités, poussant les jeunes dans les bras des groupes armés. Néanmoins, la vengeance joue souvent aussi un rôle et dans le passé, il y en a qui ont été enrôlés de force pour travailler les champs ou pour participer aux combats.

RÉFUGIÉS – DÉPLACÉS

Des réfugiés venus de la RDC, ainsi que des déplacés de Djema et Obo se trouvent à Zemio. Des personnes ayant précédemment fui les affrontements de 2017 sont également de retour dans la ville.

Il semble exister un consensus sur le fait que les relations entre les communautés hôtes, réfugiées et déplacées sont bonnes. Il y a des échanges socio-économiques entre eux et les répondants de la population hôte affirment que les personnes réfugiées et déplacées sont les bienvenues.

Les quelques déplacés musulmans consultés évoquent également une relation positive avec la communauté hôte. Ils disent vouloir retourner chez eux seulement si la situation sécuritaire le permet. Cependant, la seule déplacée chrétienne qui a été consulté, une jeune femme, ne se sent pas bienvenue à Zemio et se dit pourchassée.

Les migrants de retour semblent également les bienvenus. Dans certains groupes de discussion, il a été mentionné qu'ils reviennent au fur et à mesure. En revanche, ils ont besoin d'un soutien pour leur réinstallation car ils ont tout perdu lors des conflits qu'ils ont vécus – ce qui vaut également pour les personnes déplacées.

ECONOMIE

S'il est important pour les habitants de Zemio de vivre en paix, les aspects économiques sont aussi au cœur de leurs préoccupations, comprenant les difficultés liées à la libre circulation, à l'entretien de leurs familles et à l'emploi. Ces deux éléments, la paix et une économie saine, représentent pour eux les deux faces d'une même pièce. Lorsqu'on demande quels sont les principaux effets de l'insécurité, 98% des répondants disent qu'elle crée un manque d'activité économique. De plus, 58% indiquent que la pauvreté est, réciproquement, un facteur majeur d'insécurité. Après les années de crises et de difficultés pour survivre, certains répondants ont souligné, de manière très claire, leurs priorités, comme en témoignent des conducteurs de moto-taxi lors d'un groupe de discussion :

[...] TANDIS QUE DANS LE PASSÉ, OÙ IL Y AVAIT LA PRÉSENCE DES FORCES DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE, LA SÉCURITÉ ÉTAIT PRÉSENTE ET LA POPULATION VAQUAIT À SES OCCUPATIONS – MÊME S'IL Y AVAIT LES ÉLÉMENTS DE L'ARMÉE DE RÉSISTANCE DU SEIGNEUR (LRA). LA LRA, PRÉSENTE DANS LA LOCALITÉ, PROCÉDAIT À DES ENLÈVEMENTS ET AU PILLAGE DES RÉCOLTES MAIS N'ÉRIGEAIT PAS DES BARRIÈRES DOUANIÈRES. LEUR PRÉSENCE ÉTAIT MOMENTANÉE, CE QUI PERMETTAIT LA LIBRE CIRCULATION. CETTE LIBRE CIRCULATION PERMETTAIT À LA POPULATION DE VAQUER À SES OCCUPATIONS ET AUX CONDUCTEURS DE TAXI-MOTO DE RÉALISER UNE RECETTE ACCEPTABLE.

L'agriculture est l'activité principale des habitants de Zemio. L'élevage des petits ruminants, la pêche, la chasse et la cueillette de miel y sont également pratiqués. À ces activités s'associe le commerce à travers lequel les producteurs assurent la subsistance de leur famille.

Aux alentours de la ville, il existe des campements de transhumants internes et transfrontaliers. Ces derniers constituent à la fois une opportunité commerciale pour les commerçants et une menace pour les agriculteurs. En effet, leurs bœufs entrent parfois dans les champs et mangent les cultures des agriculteurs dont certains souhaitent les voir disparaître.

L'agriculture dans cette zone se fait avec des moyens dits « rudimentaires et archaïques, » notamment à la main, à l'aide de la houe. Selon les répondants, cela est dû à l'absence d'équipements aratoires permettant de mettre en valeur des superficies importantes.

En outre, plus d'un tiers des répondants disent être en concurrence de ressources avec d'autres personnes. Les femmes mentionnent surtout le manque d'eau et les hommes évoquent leurs inquiétudes davantage tournées autour des potentiels conflits fonciers. Ceux qui disent être en concurrence, indiquent que cette situation pourrait dégénérer en conflit, voire même en violences.

IMPACT DES GROUPES ARMÉS

Les conditions environnementales et foncières ne sont pas les seuls facteurs qui pèsent sur l'agriculture, et donc sur l'économie locale. La présence des « éléments » armés (non-spécifiés) dans les environs de la ville pose un réel problème pour la libre circulation, et par conséquent pour les échanges commerciaux avec d'autres localités, aussi bien que pour la culture des terres fertiles à plus de quelques kilomètres du centre. 90% des répondants indiquent que les groupes armés sont au moins partiellement responsables de l'entrave à la libre circulation.

Il semblerait que ces mêmes éléments prennent parfois les denrées agricoles de force, empêchent les chasseurs de vaquer à leurs occupations et imposent des taxes telles aux pêcheurs que leurs activités deviennent impossibles.

À cela s'ajoute des taxes sur les camions en provenance de Bangui aussi bien que sur les (taxi-)moto, les vélos et les entrées via tout type de véhicule à Zemio, que ce soit depuis une zone proche ou plus lointaine. Compte tenu d'un tel contexte, les activités des groupes armés pèsent lourdement sur l'économie locale.

ENCLAVEMENT DE ZEMIO

En plus des activités d'hommes armés dans la zone, d'autres réalités empêchent la libre circulation.

Les routes sont en très mauvais état, même s'il y avait une parfaite sécurité, le transport serait toujours couteux car les camions prennent longtemps à se déplacer.

Les taxi-moto, qui font traditionnellement partie des transporteurs de biens, disent être la cible d'abus verbaux à Bangassou. Ils y sont traités de traîtres du fait de vivre dans une zone gérée par un groupe armé musulman, et ce, au point d'avoir peur de s'y déplacer. Ceci a un effet négatif sur eux, mais aussi sur l'approvisionnement général de la ville.

Tous ces effets, combinés au mauvais état des routes et à la difficulté de voyager à Bangassou, aboutissent à des conditions défavorables au commerce à Zemio.

Les commerçants expliquent que l'absence des fonctionnaires leur fait aussi perdre une grande part du marché. Avec leur pouvoir d'achat, ils constituaient de bons clients, achetant des produits en grande quantité pour approvisionner la capitale. Leur retour est donc important pour les commerçants pour des raisons économiques.

Enfin, les trois axes qui relient la localité au reste de la République centrafricaine sont arduement praticables et le ravitaillement de la ville est, par conséquent, très difficile et coûteux, mettant une fois de plus à mal le commerce et l'économie locale.

PERTE DE RÉSILIENCE

Les années de conflit et d'insécurité ont causé de lourdes pertes pour la population. Les personnes contraintes de se déplacer ou se réfugier représentent la quasi-totalité de la ville selon le Plan de Relèvement Local (PRL) élaboré par Agora. Ces personnes se retrouvent aujourd'hui sans les économies qu'elles avaient avant la crise, parfois même sans leur maison. Quant aux agriculteurs, ils sont en manque de bonne semence et de bonnes parcelles à cultiver.

Ceux qui sont restés ont subi des vols et pillages. À ce titre, un membre proéminent de la communauté peuhle explique qu'il était un grand éleveur avant la crise. Depuis 2008, il raconte avoir progressivement perdu toutes ses économies d'élevage suite à des braquages, vols, et tueries. C'est une situation courante dans sa communauté, surtout dans les sites de déplacés.

ÉCHANGES INTERCOMMUNAUTAIRES

Malgré ces éléments allant à l'encontre d'un relèvement économique, il existe une relation commerciale importante entre les différentes communautés, y compris entre musulmans et chrétiens. Tous les enquêtés indiquent vendre et acheter auprès de l'autre communauté religieuse. En ce qui concerne la vente, 77% affirment que leur subsistance en dépend. Et 79% des répondants disent acheter des produits auprès de l'autre communauté au moins une fois la semaine.

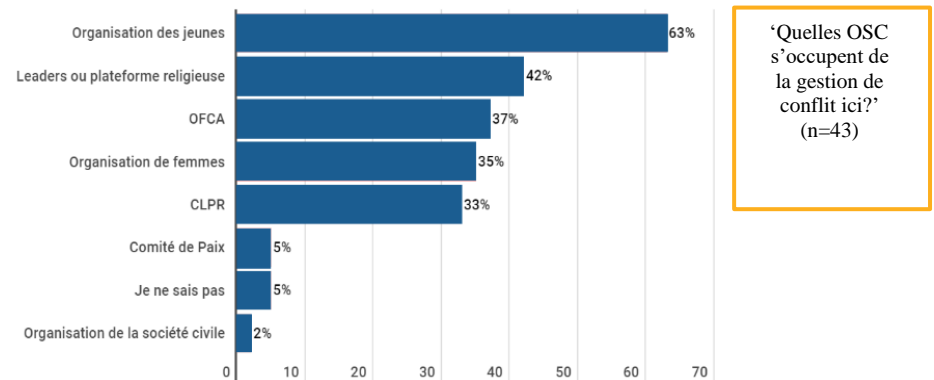
INITIATIVES LOCALES & ENDOGENES À LA RÉSOLUTION DE CONFLIT

Dans le passé, et particulièrement depuis les affrontements de mai-juin 2017, les organisations de la société civile ont généralement marqué les esprits par leur proactivité. Elles ont organisé des sensibilisations, médiations et dialogues entre les groupes armés et les communautés de Zemio, aussi bien qu'entre les communautés de Zemio et d'autres localités. Parmi ces OSC ayant œuvré en faveur de ces activités, le CLPR, le Comité Sous-Préfectorale de la Jeunesse, l'Organisation des Femmes Centrafricaines et la plateforme religieuse sont mentionnés. Le soutien de la MINUSCA a souvent été souligné aussi. Les répondants sont convaincus que ces activités ont ramené la paix dans la ville et ont rendu possible le retour des déplacés et réfugiés.

Cependant, cette paix demeure négative au regard de la persistance de méfiance entre les communautés religieuses. Dans un tel contexte, de nombreux répondants concluent qu'il existe encore des besoins supplémentaires pour parfaire la consolidation de la paix.

En cas de conflit interpersonnel, y compris dans le cadre des conflits fonciers, la moitié des participants se tourne vers les chefs de quartier. Si besoin, celui-ci se fera assister par un ou plusieurs leaders religieux. Les situations plus complexes sont transmises au maire et, si nécessaire, au sous-préfet.

Pour les conflits qui prennent une ampleur intercommunautaire, les répondants se réfèrent plus régulièrement aux organisations de la société civile, qui ont, en général, une bonne réputation à Zemio. Elles sont détaillées davantage ci-dessous.



Lorsqu'on demande quelles sont les OSC qui s'occupent des conflits, les répondants chrétiens – et particulièrement les hommes – mentionnent en premier lieu le Comité Sous-Préfectoral de la Jeunesse (75%). La moitié des hommes évoquent aussi l'Organisation des Femmes Centrafricaines, contre seulement un quart des femmes. Parmi les femmes, il y a une différence entre les religions dans la mesure où les répondantes musulmanes citent l'OFCA 42%. 38% des répondants de toute la communauté chrétienne citent également le CLPR.

Parmi les répondants musulmans, seulement 6% pensent au CLPR, ce qui pourrait indiquer une différence en appréciation, pour des raisons qui n'ont pas pu être déterminées. Parmi eux, le CLPR semble moins connu – 53% les connaissent contre 71% des répondants chrétiens. Le CSPJ est autant cité par les hommes musulmans que chrétiens mais les femmes musulmanes ne les citent qu'une fois sur trois.

FEMMES

Pour les habitants de Zemio, les contributions publiques des femmes au retour de la paix dans la localité sont indéniables. Les organisations des femmes sont citées par sept répondants sur dix – surtout par les hommes chrétiens et les femmes musulmanes – sans toujours spécifier de quelle organisation il s'agit. L'OFCA attire particulièrement la confiance des répondants, en raison de leur rôle actif dans l'apaisement de la situation en 2017 et de leurs efforts depuis pour faciliter la cohésion sociale malgré la situation politique de la ville. Elles auraient organisé des sensibilisations, des médiations et, particulièrement, une marche torse nue. Cette dernière action est évoquée par plusieurs personnes comme une action efficace.

Tous les répondants voient les femmes comme facilitatrices et sensibilisatrices dans la résolution de conflit. La moitié leur attribue un rôle de leader dans ces discussions et dialogues – une idée qui est toutefois plus forte chez les répondants musulmans (63%).

ACTEURS DANS LA GESTION DES CONFLITS, LA RÉCONCILIATION ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

Différentes organisations et acteurs ont été cités par les répondants comme actifs dans la gestion de conflits et/ou la consolidation de la paix. Comme indiqué plus haut, ce sont principalement dans le cadre des conflits intercommunautaires que les répondants se tournent vers les organisations de la société civile qui jouissent d'une bonne réputation à Zemio grâce à leurs acquis depuis 2017-2018.

En effet, lorsqu'il s'agit de la gestion de conflit, les répondants, tout comme les équipes de Concordis, constatent un besoin de renforcement de capacités de ces dernières en la matière.

CONSEIL SOUS-PRÉFECTORAL DE LA JEUNESSE (CSPJ)

Le Conseil sous-préfectoral de la jeunesse de Zemio fait partie d'un réseau établi à travers le territoire centrafricain en 2010, et présent au niveau préfectoral depuis 2012. Relativement bien implanté dans la localité, il est connu par 63% des participants comme étant l'une des OSC actives dans le conflit à Zemio, et plus particulièrement auprès des jeunes.

| | |
|-----------------------------------|--|
| BUT | Participer au processus de résolution des conflits et de consolidation de la paix, particulièrement auprès de la jeunesse de Zemio |
| THÈMES | Gestion et prévention des conflits entre les communautés et auprès des groupes armés |
| ACTIVITÉS CONCRÈTES | <p>Accompagnement des jeunes dans la localité</p> <p>Facilitation des dialogues entre les parties en conflit</p> <p>Promotion de la place des femmes et des jeunes dans la société</p> <p>Organisation des ateliers de dialogue</p> <p>Sensibilisation sur la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble</p> |
| PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES | Le CSPJ est une organisation de société civile qui semble relativement connue des participants. Perçu comme inclusif et gardant une bonne réputation, les participants souhaiteraient plus de neutralité et d'initiatives de dialogues avec les leaders des autres communautés, ainsi qu'avec la population. |

COMITÉ LOCAL DE PAIX ET DE RÉCONCILIATION (CLPR)

Le Comité Local de Paix et de Réconciliation (CLPR), mais plus souvent appelé 'comité de paix' par les habitants de Zemio, existe dans la localité depuis 2018. 63% des participants disent connaître le CLPR, plus particulièrement les chrétiens (71%) que les musulmans (53%). Il est mentionné par 33% des participants comme étant actif à Zemio dans la gestion de conflit au sein de la localité.

| | |
|-----------------------------------|--|
| BUT | Participation au processus de sensibilisation, gestion et prévention des conflits entre les communautés par des ateliers de dialogue et de médiation |
| THÈMES | Gestion de conflit et la consolidation de la paix auprès des communautés de Zemio |
| ACTIVITÉS CONCRÈTES | <p>Facilitation des dialogues entre les parties en conflit</p> <p>Organisation des ateliers de dialogue</p> <p>Sensibilisation sur les droits des femmes et des jeunes</p> <p>Sensibiliser Sensibilisation sur la paix cohésion sociale et le vivre ensemble</p> |
| PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES | Le CLPR est une organisation avec une bonne réputation, plus spécifiquement connu des hommes chrétiens. Cependant les participants expriment le besoin du CLPR d'encourager la participation des femmes et des jeunes, et de rendre leur fonctionnement plus impartial et neutre. Il existe également une demande pour que le CLPR devienne plus axé sur le développement et le soutien d'activités économiques au sein de la localité |

LA PLATEFORME RELIGIEUSE

Créée en 2014 par une délégation de membres du bureau exécutif de la plateforme religieuse de Bangui, la plateforme religieuse est présidée par un prêtre et regroupe en son sein des leaders chrétiens et musulmans de Zemio. Elle est connue pour avoir participé au dialogue qui ont ramené l'apaisement au sein de la localité en 2017. Elle est composée de 6 hommes et 4 femmes, y compris le curé de l'église catholique, l'imam de la mosquée centrale et un pasteur d'une des églises protestantes. Elle est l'une des organisations clefs lorsqu'il s'agit d'activités de sensibilisation, de dialogue et de médiation dans la gestion des conflits, de réconciliation intercommunautaire ; elle promeut le vivre ensemble et dispense des conseils socio-éducatifs au sein des communautés.

| | |
|-----------------------------------|--|
| BUT | Garantir la cohésion sociale et le vivre ensemble entre les différentes couches sociales et communautés |
| THÈMES | Cohésion sociale et consolidation de la paix entre les communautés |
| ACTIVITÉS CONCRÈTES | Facilitation des dialogues entre les parties en conflit Organisation des ateliers de dialogue Médiation de conflits intercommunautaires Conseils socio-éducatifs pour la jeunesse |
| PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES | La plateforme religieuse reste une organisation qui est inclusive à l'égard des différentes communautés religieuses, mais non envers les femmes, un aspect qui fut mentionné par plusieurs répondants. Il existe ainsi un besoin d'intégrer plus d'inclusivité et d'impartialité, mais également de neutralité et de développement des activités économiques |

ORGANISATION DES FEMMES CENTRAFRICAINES (OFCA)

L'Organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA) de Zemio fait partie de ce réseau à travers le territoire centrafricain, et est devenue particulièrement populaire par la suite. Sa présidente est une femme chrétienne et la vice-présidente une femme musulmane qui ont su rendre l'organisation populaire au sein de leurs communautés, particulièrement des femmes âgées entre 26 et 49 ans par leurs nombreuses actions locales.

| | |
|-----------------------------------|--|
| BUT | Représenter les femmes de la localité sur le plan régional et défendre leur place et leurs droits dans la société |
| THÈMES | Position de la femme dans la société |
| ACTIVITÉS CONCRÈTES | <p>Facilitation des dialogues entre les parties en conflit</p> <p>Marches et manifestations en faveur de la paix</p> <p>Organisation des ateliers de dialogue</p> <p>Médiation de conflits intercommunautaires</p> <p>Sensibilisations sur la paix et la cohésion sociale</p> <p>Sensibilisations sur les droits des femmes</p> |
| PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES | L'OFCA de Zemio est une organisation reconnue par les populations locales (74% la mentionne comme une OSC active dans la gestion de conflit dans la localité, autant les hommes que les femmes) et reconnue comme inclusive auprès des femmes et des jeunes et efficace, capable de maintenir de bonnes relations intercommunautaires. La critique apportée étant de rendre leur fonctionnement plus impartial et neutre, et de se centrer sur le développement d'activités économiques, et d'organiser plus d'activités centrées sur l'intégration des jeunes et des femmes dans la société |

RECOMMANDATION

S

Le plus important pour les habitants de Zemio est que la sécurité et la libre circulation reviennent. Les obstacles cités sont la présence des groupes armés, le banditisme, parmi les autres difficultés citées ci-haut.

Lorsqu'interrogés sur les éléments qui pourraient promouvoir la paix, les répondants ont presque tous cité le désarmement des groupes armés, et l'implication des femmes et des jeunes. Une majorité a également évoqué des éléments de consolidation de la paix et la restauration de l'autorité de l'Etat. En effet, il semble que les répondants ont une longue liste d'idées sur comment améliorer leur situation.

Bien qu'elle soit mentionnée moins souvent que d'autres recommandations, il est important de noter que certains ont insisté sur une prise en charge de la santé mentale après les années de conflit, y compris d'horreurs commises par la LRA.

RELANCE ÉCONOMIQUE

Dans les descriptions de ce dont ils ont besoin pour reconstruire l'économie locale, deux messages sont centraux : l'accent doit être mise sur la jeunesse pour qu'ils puissent rattraper les années perdues en développement personnel et pour éviter un retour vers des groupes armés ; et la libre circulation doit être rétablie.

FORMATIONS

Les multiples conflits et déplacements de population ont causé beaucoup de pertes pour les habitants de Zemio, ont compromis les opportunités professionnelles et de formations pour la jeunesse. Les besoins de formation les plus cités sont en agriculture. L'élevage, la menuiserie, la maçonnerie, la briqueterie et la mécanique sont aussi évoqués.

Selon une bonne partie des répondants, cela s'inscrit dans une spirale négative alliant l'insécurité et la dilapidation de l'économie locale. Plus que dans d'autres localités, les raisons pour rejoindre les groupes armés sont économiques. Tant que les jeunes ne peuvent pas acquérir des compétences, certains seront tentés de rejoindre les groupes armés.

C'est pourquoi certains proposent de cibler directement les jeunes désarmés comme partie du programme DDR.

Au-delà des formations professionnelles, un accent est également mis sur la scolarité et l'alphabétisation des enfants et des jeunes. Cela pourra créer des opportunités pour ces derniers, et éviter qu'ils soient manipulés à des fins violentes.

OPPORTUNITÉS D'EMPLOI

Également important pour rompre ce cercle vicieux est la création d'emplois. Les répondants précisent qu'un manque d'opportunités peut aussi pousser les jeunes à un abus de stupéfiants et à la délinquance.

Une majorité des répondants vont jusqu'à faire appel au gouvernement et à leurs partenaires de développement pour créer des opportunités économiques. Ils mentionnent des problèmes de népotisme dans le recrutement, y compris par des ONG, où les personnes liées aux membres proéminentes de la société sont favorisées comparé aux jeunes de la ville.

Spécifiquement, on demande une assistance dans le secteur agricole – semences et outils – d'élevage – de bœufs et de petits ruminants – et un soutien pour des activités génératrices de revenus.

LIBRE CIRCULATION

Les recommandations que les habitants de Zemio font pour désenclaver la localité sont, comme le problème même, à la fois économique et sécuritaire.

Ils insistent sur la sécurisation des environs de la ville, y compris des axes reliant la localité au reste du pays. Les exactions perpétrées par des hommes armés – bandits et membres des groupes armés – doivent cesser. Et les taxes exorbitantes aux barrières et au port empêchent les commerçants, les agriculteurs et les pêcheurs de vaquer à leurs activités.

Les participants aux groupes de discussion et aux entretiens précisent que résoudre l'aspect sécuritaire ne suffit pas. L'infrastructure routière doit être aménagée, selon eux, pour permettre le passage effectif des poids-lourds. Et les relations avec les communautés de Bangassou ont besoin d'un dialogue pour prévenir des conflits et pour éviter que les habitants de Zemio se sentent empêchés de s'y rendre.

SÉCURITÉ

DÉSARMEMENT DES GROUPES ARMÉS

Essentiel pour le retour et la consolidation de la paix dans la localité, la totalité des répondants mentionnent le désarmement des membres des groupes armés comme étant une étape indispensable pour le retour à la paix, à la libre circulation et à la reprise des activités commerciales de la ville.

En effet, de nombreux participants, notamment des jeunes, ont précisé que la circulation illégale des armes induite par la présence des groupes armés et le banditisme, ainsi que la présence de barrages routiers sur les grands axes périphériques ne permettent pas à la population de se sentir libre de ses actes tant commerciaux qu'agricoles, et génèrent un sentiment de peur et de méfiance.

En combinaison avec le désarmement des membres des groupes armés et la suspension des barrages routiers, l'une des actions qui devrait être prise est l'orientation et l'accompagnement des membres des groupes armés dans la vie active professionnelle pour ceux qui ne peuvent pas rejoindre les forces de l'Etat tel que le FSI.

RETOUR DE L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT

Actuellement, les forces de sécurité intérieure (FACA, Gendarmes, Policiers) n'y sont pas déployées. 88% des répondants citent ainsi la restauration de l'autorité de l'Etat « dans toutes ses formes » (militaire, judiciaire et politique) comme étant une priorité sécuritaire pour les habitants.

L'une des premières recommandations notée à ce sujet est le retour des forces de l'ordre (FSI) et des autorités militaires de l'Etat (FACA) dans la sous-préfecture de Zemio, autant sur le plan local que régional, afin de renforcer la sécurité, de permettre le retour de la libre circulation ainsi que de consolider la paix à Zemio.

Spécifiquement, les participants demandent le retour des FSI et des FACA, accompagné du renforcement matériel et financier des forces de l'Etat, la réhabilitation des institutions judiciaires au sein de la ville (Tribunal, Police et Gendarmerie), ainsi que la sécurisation des frontières avec la RDC.

COHÉSION SOCIALE

Depuis les accords de février 2018 sur la libre circulation, les relations intercommunautaires, notamment entre les communautés musulmanes et chrétiennes, se sont nettement améliorées. En effet, 91% des participants considèrent avoir des relations amicales avec des membres de l'autre groupe religieux. Cependant, il existe encore à ce jour un besoin d'approfondissement et d'une (re)construction de la confiance entre les communautés, les années de conflit ayant laissé une certaine méfiance mutuelle.

La majorité des répondants sont en faveur d'une coopération à la cohésion sociale accrue pour un retour à la vie normale dans la sous-préfecture de Zemio. Ils préconisent à cet effet la sensibilisation des communautés locales à la diversité, au pardon et à la tolérance de la part des autorités locales et communautaires. En effet, dans un entretien individuel avec le chef de groupe du quartier Mama 2 à Zemio, le participant a également déclaré :

*LES COMMUNAUTÉS DOIVENT D'ABORD DÉSARMER LEUR CŒUR ; ENSUITE PROCÉDER À UNE VÉRITABLE RÉCONCILIATION ENTRE ELLES AVEC EN APPUI L'ESPRIT DE PARDON ET DE TOLÉRANCE ET L'ACCEPTATION DE LA DIVERSITÉ*⁶

En outre, l'Imam de Zemio, l'une des figures proéminentes de la plateforme religieuse locale, préconise la création d'une plateforme religieuse en partenariat avec les organisations de la jeunesse, les organisations des femmes et le CLPR, appelant à plus de participation inter-organisationnelle.

INCLURE LES JEUNES

L'intégralité des participants soutiennent la participation des jeunes au sein des processus de consolidation de la paix, mais également l'intégration et l'accompagnement de la jeunesse sur les aspects économiques, et notamment la formation professionnelle et la recherche d'emploi. Effectivement, les jeunes participants des groupes de discussion évoquent souvent le sentiment de ne pas être écoutés.

D'autre part, ils subissent les exactions des groupes armés et des bandits au sein de la localité, une situation qui pousse le CSPJ à proposer la mise en place d'un centre de formation et d'écoute de la jeunesse – un espace proposant des solutions au manque d'emploi que la jeunesse subit, mais également un lieu d'écoute afin d'intégrer de manière complète la jeunesse au sein des processus de consolidation de la paix.

SOUTIEN TECHNIQUE

Conscient des efforts de la part des Organisations de Société Civile, notamment du CSPJ, du CLPR et de l'OFCA, les habitants recommandent néanmoins de former ou de renforcer les capacités de ces OSC en analyse et en méthodes alternatives de résolution de conflits. Considéré comme des contributeurs à la paix négative qui existe au sein de Zemio, les recommandations des participants s'orientent sur l'encouragement à la participation des jeunes, des femmes. Mettre l'accent sur l'impartialité et la neutralité de ces acteurs est également l'une des priorités pour garantir une meilleure gestion de ces organisations en milieu communautaire afin d'atteindre une vraie cohésion sociale inclusive.

RETOURNÉS ET DÉPLACÉS

Comme expliqué dans le chapitre *Identités, groupes armés et cohésion sociale*, les années de conflit et l'insécurité ont causé de lourdes pertes auprès de la population, notamment ceux qui se sont vus obligés de se déplacer ou de trouver refuge dans les autres localités ou en RDC.

Il existe un véritable soutien quant à l'accueil des réfugiés et des déplacés au sein de Zemio, 86% des participants estimant les réfugiés comme étant les bienvenus et la totalité d'entre eux ayant la même opinion des déplacés.

Les recommandations dans ce domaine se focalisent sur la préparation et la sensibilisation des populations locales en termes d'acceptation du retour de la population déplacée, un processus devant s'accompagner d'un soutien de la part de l'Etat en matière de construction d'abris et de logements adéquats et de soutien à la relance des activités génératrices de revenus afin de faciliter leur réinstallation au sein de Zemio.

⁶ Entretien individuel avec le Chef de groupe du quartier de Mama 2, tenu à Zemio – Bervin Galibassi fac. Bervin Galibassi –11/08/21

ANNEXES

MÉTHODOLOGIE

Ces consultations visent à éclaircir les perceptions et les opinions des communautés et populations locales, et plus spécifiquement la voix des communautés qui ont tendance à n'être ni entendues ni prises en compte. À ce titre, l'étude porte une attention particulière aux femmes et à la jeunesse, tout en gardant à l'esprit que dans chacune de ces localités, certaines parties de la population sont moins écoutées que dans d'autres.

Concordis mise sur une collecte pure d'information afin de valoriser les messages que les interlocuteurs souhaitent passer, évitant inductions et biais de confirmation. Concordis opte pour une approche qui combine analyse quantitative et qualitative – dans les mesures du possible, au regard des limites financières et contraintes temporelles de cette étude. L'aspect quantitatif permet de mesurer la prévalence des perceptions et opinions et de les stratifier selon le sexe, l'âge, le métier, le groupe ethnique et la religion. Au-delà des chiffres, les échanges approfondis menés avec les membres des différentes communautés et les principaux acteurs de la localité fondent la collecte des données qualitatives permettant de comprendre les significations des réponses prévalentes. Additionnellement, les équipes de Concordis observent les interactions, tensions et activités dans les localités et leurs analyses directes sont prises en compte en détail pour le contexte.

L'étude qualitative repose sur des groupes de discussion avec des segments ciblés de la population ainsi que des entretiens individuels semi-directifs avec des acteurs clés dans la localité et/ou dans les conflits. Comme indiqué ci-dessus, l'étude vise essentiellement à élever les voix des communautés pour comprendre leurs perceptions. Par conséquent, les groupes de discussion avec les membres des différentes communautés ont été prioritaires. L'accent a été mis sur les :

- Groupes ou associations de femmes
- Groupes ou associations de jeunes
- Groupes d'habitants
- Groupes de certains métiers ou associations professionnelles

Les entretiens individuels sont utilisés à la fois pour approfondir des questions qui n'ont pu être longuement ou aisément détaillées en groupe pour des raisons sociales et pour évaluer si les membres proéminents des communautés, voire les membres de groupes armés, ont des perceptions partagées avec communautés elles-mêmes. Les interrogés incluent des préfets, des sous-préfets, des maires, des chefs de quartier, des leaders d'associations de femmes, de jeunes et d'autres OSC. Ces activités sont menées par deux de nos équipes centrafricaines dotées de riches expériences dans les consultations et les formations.

La conduite des entretiens a également reposée sur une démarche inclusive. Concordis a mis en place des conditions favorables aux consultations en restant à l'écoute des peurs et des souhaits des communautés afin de cartographier les solutions potentielles. Au regard de la nature de ces consultations, la question de la cohésion sociale a joué un rôle crucial dans la formulation des questionnaires, abordant le plus largement possible les interactions sociales et commerciales entre communautés, les dynamiques de conflits en interrogeant sur les peurs et la confiance, et la résolution du conflit en interrogeant sur la médiation et les griefs. Là encore, comme toute consultation en temps limité, cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité sur la variété des thématiques abordées.

RAPPORT DE FORMATION

PLAN D'ACTION DE SOLIDARITÉ - ZEMIO